

B.6.2. Ohne dass es erforderlich wäre, zu prüfen, ob die Verbreiterung des Weges in Höhe der Wohnung der klagenden Partei einen ernsthaften Nachteil darstellt, der die Aussetzung der angefochtenen Bestimmungen rechtfertigen kann, reicht es aus, festzustellen, dass, wie die klagende Partei selbst anführt, diese Verbreiterung bereits im Jahr 2013 stattgefunden hat.

B.6.3. Daraus ergibt sich, dass eine Aussetzung der angefochtenen Bestimmungen die vorgetragene Nachteile nicht verhindern kann.

B.7.1. In Bezug auf die Möglichkeit, dass die Gemeinde Zuienkerke einen Fluchtlinienplan auf der Grundlage des angefochtenen Dekrets festlegt, führt die klagende Partei an, dass sie nicht über die Möglichkeit verfüge, einen solchen Fluchtlinienplan auf sachdienliche Weise anzufechten. In diesem Fall verfüge sie außerdem nicht über die Möglichkeit, einen vollständigen Schadensersatz zu erwirken, vielmehr könne sie nur in Bezug auf die Wertminderung ihres Grundstücks eine Entschädigung bekommen. Sie könne auch keinen vollständigen Schadensersatz vor dem Zivilrichter geltend machen, da dieser einen solchen wegen Rechtsmissbrauchs verweigern könne.

B.7.2. Wie in B.3.4 erwähnt wurde, setzt die etwaige Festlegung eines Fluchtlinienplans eine öffentliche Untersuchung voraus, in deren Rahmen die klagende Partei die Möglichkeit hat, Einwände zu erheben. Der Gemeinderat muss die in Artikel 4 des Dekrets vom 3. Mai 2019 genannten Prinzipien beachten, einschließlich des Prinzips, dass eine Abänderung, Verlegung oder Aufhebung eines Gemeindegeweges eine Ausnahmemaßnahme darstellt, die ausreichend begründet werden muss. Gegen die Festlegung des Fluchtlinienplans kann eine aufschiebende Verwaltungsbeschwerde bei der Flämischen Regierung eingereicht werden. Obwohl die klagende Partei den Umfang der Beurteilungsbefugnis der Flämischen Regierung im Rahmen dieser Verwaltungsbeschwerde beanstandet, ergibt sich zumindest aus Artikel 25 § 2 Nr. 1 des Dekrets vom 3. Mai 2019, dass diese den Fluchtlinienplan bei Vorliegen eines Verstoßes gegen die in Artikel 4 genannten Prinzipien für nichtig erklären kann. Falls sich herausstellen sollte, dass die Gemeinde einen Fluchtlinienplan ohne Beachtung dieser Prinzipien festlegen möchte beziehungsweise festgelegt hat, hat die klagende Partei die Möglichkeit, dies im Rahmen der öffentlichen Untersuchung geltend zu machen sowie im Rahmen der aufschiebenden Verwaltungsbeschwerde bei der Flämischen Regierung und, falls erforderlich, einer Nichtigkeitsklage beim Staatsrat.

B.7.3. Der etwaige Schaden, der nach Ansicht der klagenden Partei die Folge eines beschränkten Schadensersatzes gemäß dem angefochtenen Dekret wäre, stellt ausschließlich einen finanziellen Nachteil dar. Ein rein finanzieller Nachteil ist grundsätzlich nicht als ein schwer wiedergutzumachender ernsthafter Nachteil zu betrachten, da er nach einer Nichtigklärung der angefochtenen Bestimmung wiedergutmacht werden kann.

B.7.4. Da eine der Voraussetzungen für die einstweilige Aufhebung nicht erfüllt ist, ist die Klage auf einstweilige Aufhebung zurückzuweisen.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

weist die Klage auf einstweilige Aufhebung zurück.

Erlassen in niederländischer und französischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 6. Februar 2020.

Der Kanzler,

(gez.) F. Meersschant

Der Präsident,

(gez.) A. Alen

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/43034]

10 SEPTEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon portant des mesures temporaires dérogatoires, dans le cadre de la crise du COVID-19, à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, l'article 2, alinéa 1^{er}, 2^o, et alinéa 2, modifié par le décret du 17 décembre 2015 ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, donné le 30 avril 2020 ;

Vu le rapport du 29 juin 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 juin 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 09 juillet 2020 ;

Vu l'avis 67.765/2/V du Conseil d'État, donné le 24 août 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la pandémie du COVID-19 constitue un choc majeur pour l'économie mondiale et que les entreprises du monde entier sont actuellement confrontées à un environnement économique extraordinairement difficile, avec des répercussions majeures sur les possibilités d'emploi ;

Considérant que d'un point de vue géographique, bien que la conjoncture se soit détériorée pour tous les grands ensembles régionaux, les nouvelles estimations indiquent que la plus forte chute se produit dans les Amériques, en Europe et Asie Centrale ;

Considérant que les entreprises exportatrices wallonnes sont frappées de plein fouet par la pandémie du COVID-19 : fermeture des frontières, interdiction d'exporter certains produits, baisse de la demande des marchés extérieurs, limitation de la production, ... et qu'elles voient leur chiffre d'affaires diminuer drastiquement et leurs liquidités s'amenuiser ;

Considérant que des réponses adaptées sont nécessaires pour atteindre et soutenir les entreprises exportatrices wallonnes par des mesures d'aide financière qui, pour être efficaces, doivent être rapides et souples ;

Considérant que l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers accorde aux entreprises wallonnes des aides à l'internationalisation en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises ;

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter ces aides à l'internationalisation par des mesures temporaires dérogatoires pour soutenir les entreprises wallonnes engagées à l'international qui subissent des dommages liés à la pandémie du COVID-19 ;

Considérant que ces mesures de soutien visent :

- à indemniser les entreprises wallonnes des coûts qu'elles auraient supportés, à fonds perdus, pour des projets de déplacements professionnels à l'étranger ou de participation à des salons professionnels annulés ou reportés pour cause de pandémie du COVID-19 ;
- à intervenir dans les frais exposés pour une participation à une foire « physique » transformée en foire « virtuelle » si le demandeur répond à toutes les autres conditions propres au Support « Participation aux foires et salons à l'étranger » ;
- à suspendre l'exigence du fonctionnement des douze mois consécutifs des bureaux de représentation commerciale à l'étranger financés partiellement par l'AWEX vu l'impossibilité de la remplir dans certains cas pour cause de fermeture des frontières ou de confinement ;
- à faire preuve de plus de flexibilité dans les délais impartis pour le contrôle a posteriori des subventions, fixés par l'arrêté du gouvernement wallon concernant les aides à l'internationalisation des entreprises du 29 octobre 2015, afin d'alléger leurs charges administratives et leur laisser l'opportunité de se consacrer entièrement à leur « core business » et à la relance de leurs activités ;

Considérant qu'il est difficile de prévoir la date de la reprise du trafic aérien et de l'ouverture des marchés extérieurs mais d'aucuns s'accordent à dire que le retour à la normalité ne peut être imaginé avant 2021 voire 2022 ;

Considérant que les aléas de la pandémie du COVID-19 sont renforcés pour les entreprises wallonnes développant des activités à l'international et justifient de maintenir ces mesures de soutien jusqu'au 31 décembre 2020 sans préjudice de leur prolongation en fonction de l'évolution de la situation sur le plan international ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises ;

2° le Ministre : le ministre qui a le commerce extérieur dans ses attributions ;

3° l'Agence : l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers ;

4° le demandeur : l'entreprise visée à l'article 1^{er}, 1° à 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 et répondant aux conditions des articles 3, 7 et 10 du même arrêté ;

5° l'initiative du demandeur : l'action de mise en œuvre du projet à l'international du demandeur visé à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 et répondant aux conditions d'éligibilité des subventions régies par ce même arrêté ;

6° la subvention à titre indemnitaire : l'aide financière accordée au demandeur ayant déboursé, sans pouvoir récupérer, des frais éligibles pour une initiative du demandeur à l'international, annulée en raison de la pandémie du COVID-19 ;

7° le Règlement (UE) n° 1407/2013 : le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Art. 2. Les mesures dérogatoires prévues par le présent arrêté s'appliquent uniquement aux initiatives du demandeur impactées par les effets de la crise du COVID-19.

Art. 3. L'ensemble des dispositions et conditions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 auxquelles il n'est pas expressément dérogé par le présent arrêté s'appliquent aux demandes introduites et aux aides octroyées dans le cadre du présent arrêté.

Art. 4. Les aides octroyées en vertu du présent arrêté sont toutes des aides de minimis au sens du Règlement (UE) n° 1407/2013.

Art. 5. Les aides visées par le présent arrêté sont octroyées au demandeur disposant d'un numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises sans préjudice du respect par le demandeur des plafonds de subventions et périodes prévus par entreprise unique par le Règlement (UE) n° 1407/2013.

CHAPITRE II. — Introduction de la demande, octroi et versement de la subvention à titre indemnitaire

Art. 6. L'Agence vérifie le respect par le demandeur des conditions prévues aux articles 3, 7 et 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 préalablement à l'examen de sa demande.

Art. 7. Par dérogation à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015, l'initiative du demandeur peut avoir été mise en œuvre avant l'introduction de sa demande auprès de l'Agence.

Art. 8. Par dérogation à l'article 50 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015, le demandeur introduit sa demande de subvention à titre indemnitaire par envoi en transmettant à l'Agence un original signé du formulaire de demande d'intervention spécifique à la crise du COVID-19 disponible sur le site internet de l'Agence.

Le demandeur confirme expressément dans ce formulaire qu'il respecte le Règlement (UE) n° 1407/2013 ainsi que le présent arrêté et que sa demande se fonde exclusivement sur des motifs liés à la crise du COVID-19. Cette confirmation ne fait pas obstacle à une vérification par l'Agence.

En outre, le demandeur s'engage dans ce formulaire à conserver l'ensemble des pièces justificatives suivantes, durant une période de dix ans débutant à partir de la date du versement de la subvention par l'Agence, sauf prolongation du délai conformément aux dispositions légales en matière de prescription :

- 1° les factures détaillées relatives aux frais éligibles de l'initiative du demandeur pour laquelle il introduit sa demande ;
- 2° les extraits de compte ou relevés de carte de crédit identifiant clairement l'identité du donneur d'ordre ;
- 3° tout document émanant d'un tiers attestant de l'annulation du voyage, du séjour ou de la manifestation à l'étranger et mentionnant expressément l'absence de remboursement ou de compensation au profit du demandeur ;
- 4° tout autre document utile au contrôle des conditions d'octroi.

La demande de subvention à titre indemnitaire est examinée et instruite selon les modalités prévues aux dispositions des articles 51 et 52 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015.

Art. 9. Le droit de recevoir une subvention à titre indemnitaire visée au chapitre 2 est octroyé au demandeur uniquement si les deux conditions suivantes sont remplies :

- 1° la demande de subvention est acceptée par le ministre ;
- 2° l'administrateur général de l'Agence a adressé un envoi de décompte au demandeur pour la subvention sollicitée.

Art. 10. Par dérogation à l'article 55, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon de 29 octobre 2015, le demandeur n'introduit pas de demande de versement. Lorsque les conditions de l'article 9 sont remplies, l'Agence procède au paiement de la subvention à titre indemnitaire au demandeur sur base de sa déclaration de créance contenue dans le formulaire visé à l'article 8.

*CHAPITRE III. — Dispositions temporaires dérogatoires aux conditions
d'octroi des subventions établies par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015*

Section 1^{re}. — Dispositions relatives au support à la participation aux foires et salons à l'étranger

Sous-section 1^{re}. — Dispositions applicables en cas de report d'une foire ou d'un salon

Art. 11. La subvention octroyée au demandeur par le Ministre dans le cadre du support à la participation aux foires et salons à l'étranger sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 est maintenue malgré le report de l'évènement subventionné, à condition que le changement de date soit intervenu pour des motifs liés à la crise du COVID-19.

L'ensemble des autres conditions prévues par le Ministre d'octroi de la subvention demeurent d'application.

Art. 12. Le demandeur qui, pour des motifs professionnels impérieux et légitimes, démontre qu'il est dans l'incapacité de participer à l'évènement reporté peut introduire une demande de subvention à titre indemnitaire prévue par les dispositions des articles 13 à 18 applicables en cas d'annulation de la participation à une foire ou un salon.

Sur base des éléments communiqués par le demandeur, l'Agence examine si les motifs invoqués par le demandeur constituent des motifs professionnels impérieux et légitimes et lui communique sa décision.

*Sous-section 2. — Dispositions applicables en cas
d'annulation de la participation du demandeur à une foire ou un salon*

Art. 13. Par dérogation à l'article 29, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015, le demandeur qui a été contraint d'annuler sa participation à une foire ou un salon à l'étranger en raison de l'annulation de cet évènement pour des motifs liés à la crise du COVID-19 a droit à une subvention à titre indemnitaire couvrant vingt-cinq pour cent des frais éligibles exposés dans le cadre de sa participation.

Art. 14. La subvention à titre indemnitaire visée à l'article 13 est octroyée à condition que le demandeur atteste que ces frais ont été effectivement déboursés, qu'ils n'ont pas pu être récupérés sous quelle que forme que ce soit et qu'ils ne sont pas couverts par d'autres aides de tout autre organisme, institution ou pouvoir publics.

Art. 15. § 1^{er}. Les frais éligibles visés à l'article 13 sont les coûts de location et d'aménagement d'un stand de minimum six mètres carré, facturés par l'organisateur de la manifestation, pour la participation du demandeur à la foire ou au salon annulé.

Le montant de la subvention à titre indemnitaire visée par la présente section est plafonné à maximum 100 euros par mètre carré loué et à cinquante mètres carrés en ce qui concerne la surface louée.

§ 2. La limite de 100 euros par mètre carré visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, n'est pas d'application lorsque le demandeur est une P.M.E. qui s'était inscrite pour la première fois à la foire ou salon annulé. Cette participation annulée n'est pas considérée comme première participation à cette foire ou ce salon par le demandeur. Une inscription payante à un évènement auquel la P.M.E. avait déjà participé, mais pour une édition se déroulant dans une autre ville, une autre région ou un autre pays est assimilée à une première participation.

Dans ce cas, les frais éligibles comprennent :

- 1° les frais de location et d'aménagement du stand facturés par l'organisateur de la manifestation ou par un professionnel externe de l'aménagement de stand ;
- 2° les frais de décoration du stand au prorata de la surface louée par le demandeur comprenant les frais de location du matériel et les frais de location de mobilier et d'éléments décoratifs ;
- 3° les frais de package media facturés par l'organisateur de l'évènement ;
- 4° le droit d'inscription à l'évènement choisi, hors discount et bon à valoir.

Les coûts des prestations réalisées en interne par le demandeur ne sont pas des frais éligibles.

En outre, lorsque le demandeur répond aux conditions de l'alinéa 1^{er}, la subvention à titre indemnitaire comprend également une indemnité forfaitaire complémentaire pour couvrir une partie des frais de déplacement et de séjour payés par le demandeur dans le cadre de sa participation à la foire ou au salon annulé, pour autant que le demandeur

atteste que ces frais ont été effectivement déboursés, qu'ils n'ont pas pu être récupérés sous quelle que forme que ce soit et qu'ils ne sont pas couverts par d'autres aides de tout autre organisme, institution ou pouvoir publics.

Le montant de l'indemnité forfaitaire est fixé en fonction de la zone géographique concernée et figure en annexe.

Art. 16. Par dérogation à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015, le projet du demandeur pour lequel il sollicite la subvention à titre indemnitaire visée par la présente sous-section peut avoir été mis en œuvre avant l'introduction de la demande auprès de l'Agence.

Art. 17. Le montant de la subvention à titre indemnitaire octroyée sur base de la présente sous-section n'est pas pris en considération pour le calcul des plafonds visés à l'article 24, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015.

Sous-section 3. — Dispositions applicables aux foires et salons à l'étranger transformés en événements organisés sous une forme « virtuelle »

Art. 18. Par dérogation à l'article 27, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015, une subvention à titre indemnitaire est octroyée au demandeur pour la participation aux foires et salons à l'étranger annulés pour des motifs liés à la crise du COVID-19 et organisés sous une forme virtuelle n'impliquant pas de déplacement hors de Belgique.

Art. 19. La subvention à titre indemnitaire visée à l'article 19 couvre cinquante pour cent des frais éligibles payés par le demandeur dans le cadre de sa participation à la foire ou au salon organisé sous une forme virtuelle.

Les frais éligibles visés à l'alinéa 1^{er} sont les suivants :

1° le droit d'inscription à la foire ou au salon ;

2° les coûts de conception de brochures digitales pour la participation à la foire ou au salon, à l'exclusion des prestations réalisées en interne par le demandeur.

Art. 20. Le montant de la subvention octroyée sur base de la présente sous-section n'est pas pris en considération pour le calcul du plafond visé à l'article 24, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015.

Art. 21. La subvention visée par à l'article 19 n'est pas cumulable avec la subvention à titre indemnitaire relative aux foires et salons à l'étranger annulés visée à la sous-section 2.

Art. 22. La participation à une foire ou un salon organisé sous une forme « virtuelle » n'est pas considérée comme une première participation à un événement au sens de l'article 26, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015.

Section 2. — Dispositions relatives au support mobilité

Art. 23. Par dérogation à l'article 33, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015, une subvention est octroyée à titre indemnitaire au demandeur qui, pour des motifs liés à la crise du COVID-19, a été contraint d'annuler son voyage de prospection hors de l'Union européenne ou l'invitation, en Région wallonne, de partenaires avérés ou potentiels établis hors de l'Union européenne.

Art. 24. Par dérogation à l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015, la subvention à titre indemnitaire visée à l'article 19 est octroyée sous la forme d'une indemnité forfaitaire permettant de couvrir une partie des frais de déplacement et de séjour payés par le demandeur dans le cadre du voyage ou de l'invitation annulé, pour autant que le demandeur atteste que ces frais ont été effectivement déboursés, qu'ils n'ont pas pu être récupérés sous quelle que forme que ce soit et qu'ils ne sont pas couverts par d'autres aides de tout autre organisme, institution ou pouvoir publics.

Le montant de l'indemnité forfaitaire est fixé en fonction de la zone géographique concernée et figure en annexe.

Par dérogation à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015, le demandeur peut être un trader tel que défini à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10°, du même arrêté. Dans ce cas, la subvention à titre indemnitaire visée à l'article 24 s'élève à cinquante pour cent du montant de l'indemnité forfaitaire.

Art. 25. La subvention à titre indemnitaire visée à l'article 24 n'est pas prise en considération pour le calcul des plafonds visés aux articles 31 et 32 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015.

Section 3. — Dispositions relatives au support de bureau de représentation commerciale

Art. 26. Par dérogation à l'article 37, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015, la période d'occupation et d'exploitation du bureau d'au moins douze mois consécutifs peut faire l'objet d'une suspension durant la période pendant laquelle le demandeur n'a pas été en mesure d'exploiter son bureau en raison de motifs liés à la crise du COVID-19.

Toutefois, le demandeur dispose d'une période maximale de vingt-quatre mois à dater de l'ouverture du bureau pour justifier d'une période d'exploitation effective du bureau d'au moins douze mois.

Art. 27. La période pendant laquelle le bureau est exploité à distance est prise en compte pour le calcul de la période de douze mois visée à l'article 27 lorsque, pendant toute la durée de cette période d'occupation à distance, les conditions suivantes sont remplies :

1° les frais liés au fonctionnement du bureau, y compris les frais d'assurance et les frais de location d'équipement, ainsi que les frais de personnel liés à l'ouverture ou au fonctionnement du bureau ont effectivement été pris en charge par le demandeur ;

2° le demandeur peut démontrer d'une exploitation réelle et effective du bureau.

Art. 28. Par dérogation à l'article 58, alinéa 1^{er}, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015, l'Agence peut accorder une avance complémentaire de vingt-cinq pour cent sur les subventions pour un bureau de représentation commerciale visées aux articles 34 à 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015, pour autant que le bureau comptabilise une période d'ouverture d'un minimum de neuf mois.

Le demandeur qui sollicite cette avance complémentaire introduit sa demande conformément aux dispositions de l'article 58, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015.

CHAPITRE IV. — *Dispositions temporaires dérogatoires aux modalités de contrôle et de remboursement établies par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015*

Art. 29. Par dérogation à l'article 64, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 :

1° le délai dans lequel l'Agence peut contrôler le respect par le demandeur des conditions d'octroi des subventions qu'il a reçues dans le cadre de l'arrêté du 29 octobre 2015 ou du présent arrêté est suspendu à partir du 18 mars 2020 jusqu'au 31 août 2020 ;

2° les pièces justificatives que le demandeur peut être invité à fournir à l'Agence dans le cadre du contrôle des conditions d'octroi d'une subvention à titre indemnitaire octroyée sur base du présent arrêté sont les documents visés à l'article 8, alinéa 3.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, le délai recommence à courir le 1^{er} septembre 2020.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 30. Le présent arrêté produit ses effets le jour de son adoption et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2020. Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 30, alinéa 1^{er}, 1°, produit ses effets le 18 mars 2020.

Art. 31. Le Ministre qui a l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 10 septembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Annexe

Montant de l'indemnité forfaitaire visée aux articles 15 et 25

Zone	Pays	Montant de l'indemnité forfaitaire (en euros)
Union Européenne	Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Luxembourg, Danemark, Irlande, Royaume-Uni, Grèce, Espagne, Portugal, Autriche, Finlande, Suède, Lettonie, Lituanie, Estonie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Slovénie, Chypre, Malte, Roumanie, Bulgarie, Croatie, Andorre, Saint Marin, Vatican, Monaco, Liechtenstein, Groenland, Açores, Madère, Canaries, Martinique, Guadeloupe, Guyane française, Réunion, Mayotte, Saint-Martin	275 EUR
Europe hors UE (sauf Suisse)	Turquie, Norvège, Islande	400 EUR
Suisse	Suisse	325 EUR
Europe de l'Est hors UE	Albanie, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord, Moldavie, Monténégro, Russie, Serbie, Ukraine	325 EUR
Afrique du Nord	Algérie, Egypte, Libye, Tunisie, Maroc	300 EUR
Afrique Centrale et du Sud	Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, Centrafrique, Comores, Congo (Brazzaville), Congo (RDC), Côte d'Ivoire, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, Rwanda, São Tomé-et-Principe, Sahara occidental, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe	475 EUR
Amérique du Nord	Canada, Etats-Unis, Mexique	450 EUR

Amérique Centrale et du Sud	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Costa Rica, Cuba, Dominique, Grenade, Guatemala, Haïti, Honduras, Jamaïque, Nicaragua, Panama, Porto Rico, République Dominicaine, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Salvador, Trinité-et-Tobago, Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Guyana, Paraguay, Pérou, Surinam, Uruguay, Venezuela	425 EUR
Proche-Orient	Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Territoires palestiniens	450 EUR
Moyen-Orient	Arabie Saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Géorgie, Irak, Iran, Koweït, Oman, Qatar, Yémen	475 EUR
Extrême-Orient	Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Brunei, Cambodge, Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Japon, Kazakhstan, Kirghizstan, Laos, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar/Birmanie, Ouzbékistan, Pakistan, Philippines, Singapour, Sri Lanka, Tadjikistan, Taiwan, Thaïlande, Timor oriental, Turkménistan, Vietnam	575 EUR
Océanie	Australie, États fédérés de Micronésie, Fidji, Hawaï, Iles Cook, Iles Marshall, Kiribati, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	725 EUR

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2020 portant des mesures temporaires dérogatoires, dans le cadre de la crise du COVID-19, à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises.

Namur, le 10 septembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/43034]

10. SEPTEMBER 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung zeitlich befristeter Maßnahmen, die im Zusammenhang mit der COVID-19-Krise von dem Erlass der Wallonischen Regierung 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen abweichen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers"), Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 2 und Absatz 2, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2015;

Aufgrund der am 30. April 2020 abgegebenen Stellungnahme des Verwaltungsrates der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen;

Aufgrund des Berichts vom 29. Juni 2020, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 12. Juni 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 9. Juli 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 24. August 2020 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 67.765/2/V des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die COVID-19-Pandemie einen großen Schock für die Weltwirtschaft darstellt und dass Unternehmen auf der ganzen Welt derzeit mit einem außerordentlich schwierigen wirtschaftlichen Umfeld mit erheblichen Auswirkungen auf die Beschäftigungsmöglichkeiten konfrontiert sind;

In der Erwägung, dass aus geographischer Sicht, obwohl sich die wirtschaftliche Lage für alle großen regionalen Strukturen verschlechtert hat, die neuen Schätzungen darauf hindeuten, dass der größte Rückgang in Amerika, Europa und Zentralasien zu verzeichnen ist;

In der Erwägung, dass die wallonischen Exportunternehmen sehr stark von der COVID-19-Pandemie betroffen sind: Grenzsicherungen, Ausfuhrverbote für bestimmte Produkte, Nachfragerückgang auf den Außenmärkten, Produktionsbeschränkungen usw., und dass ihr Umsatz drastisch zurückgeht und ihr Cashflow schwindet;

In der Erwägung, dass angemessene Reaktionen erforderlich sind, um die wallonischen Exportunternehmen zu erreichen und durch finanzielle Hilfsmaßnahmen zu unterstützen, die, um wirksam zu sein, schnell und flexibel gestaltet werden müssen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen den wallonischen Unternehmen Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung gewährt;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, diese Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung durch vorübergehende Ausnahmeregelungen anzupassen, um international tätige wallonische Unternehmen zu unterstützen, für die im Zusammenhang mit der COVID-19-Pandemie Schäden entstanden sind;

In der Erwägung, dass diese Unterstützungsmaßnahmen darauf abzielen:

- die wallonischen Unternehmen für die Kosten zu entschädigen, die ihnen auf nicht erstattungsfähiger Basis für Geschäftsreiseprojekte im Ausland oder für die Teilnahme an wegen der COVID-19-Pandemie abgesagten oder vertagten Messen entstanden wären;
- sich an den Kosten für die Teilnahme an einer "physischen" Messe, die in eine "virtuelle" Messe umgewandelt wird, zu beteiligen, wenn der Antragsteller alle anderen spezifischen Bedingungen für die Unterstützung "Teilnahme an Messen und Ausstellungen im Ausland" erfüllt;
- die Anforderung, wonach Handelsvertretungen im Ausland, die teilweise von der AWEX finanziert werden, während zwölf aufeinander folgenden Monate zu betreiben sind, auszusetzen, da sie in bestimmten Fällen aufgrund von Grenzsicherungen oder Ausgangsbeschränkungen nicht erfüllt werden kann;
- mehr Flexibilität bei den Fristen für die nachträgliche Kontrolle des Zuschusses zu zeigen, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen festgelegt sind, um deren Verwaltungsaufwand zu verringern und ihnen die Möglichkeit zu geben, sich ganz ihrem Kerngeschäft und der Wiederaufnahme ihrer Aktivitäten zu widmen; In der Erwägung, dass es schwierig ist, den Zeitpunkt der Wiederaufnahme des Flugbetriebs und der Öffnung der Außenmärkte vorherzusagen, einige Stimmen jedoch darin übereinkommen, dass eine Rückkehr zur Normalität nicht vor 2021 oder gar 2022 vorstellbar ist;

In der Erwägung, dass sich die Gefahren der COVID-19-Pandemie für wallonische Unternehmen, die internationale Aktivitäten entwickeln, erhöhen und dass es gerechtfertigt ist, diese Unterstützungsmaßnahmen bis zum 31. Dezember 2020 aufrechtzuerhalten, unbeschadet ihrer Verlängerung je nach der Entwicklung der internationalen Lage;

In Erwägung, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft und des Außenhandels;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Außenhandel gehört;

3° Agentur: die Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen;

4° Antragsteller: das in Artikel 1 Ziffern 1 bis 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 genannte Unternehmen, das die Bedingungen der Artikel 3, 7 und 10 desselben Erlasses erfüllt;

5° Initiative des Antragstellers: die Aktion des Antragstellers zur Durchführung eines internationalen Projekts im Sinne von Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015, die die Voraussetzungen für die Gewährung von Zuschüssen gemäß diesem Erlass erfüllt;

6° der Zuschuss als Entschädigung: die finanzielle Unterstützung, die einem Antragsteller gewährt wird, der erstattungsfähige Kosten für eine internationale Initiative, die aufgrund der COVID-19-Pandemie ausgefallen ist, getragen hat, diese aber nicht zurückerhalten konnte;

7° Verordnung (EU) Nr. 1407/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen.

Art. 2 - Die in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen abweichenden Maßnahmen gelten nur für die Initiativen des Antragstellers, die von den Auswirkungen der COVID-19-Krise betroffen sind.

Art. 3 - Alle Bestimmungen und Bedingungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015, von denen der vorliegende Erlass nicht ausdrücklich abweicht, gelten für die im Rahmen des vorliegenden Erlasses eingereichten Anträge und gewährten Beihilfen.

Art. 4 - Alle im Rahmen dieses Erlasses gewährten Beihilfen sind De-minimis-Beihilfen im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013.

Art. 5 - Die in dem vorliegenden Erlass genannten Beihilfen werden dem Antragsteller mit einer Unternehmensnummer der Zentralen Datenbank der Unternehmen gewährt, unbeschadet der Einhaltung der in der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 pro einziges Unternehmen vorgesehenen Zuschusshöchstbeträge und Zeiträume durch den Antragsteller.

KAPITEL II — Einreichung des Antrags, Gewährung und Auszahlung des Zuschusses als Entschädigung

Art. 6 - Die Agentur prüft vor der Prüfung des Antrags, ob der Antragsteller die in den Artikeln 3, 7 und 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 festgelegten Bedingungen erfüllt.

Art. 7 - In Abweichung von Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 kann die Initiative des Antragstellers umgesetzt worden sein, bevor er seinen Antrag bei der Agentur einreicht.

Art. 8 - In Abweichung von Artikel 50 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 reicht der Antragsteller seinen Antrag auf einen Zuschuss als Entschädigung ein, indem er der Agentur ein unterzeichnetes Original des auf der Website der Agentur verfügbaren Antragsformulars für spezifische Interventionen im Zusammenhang mit der COVID-19-Krise übermittelt.

Der Antragsteller bestätigt in diesem Formular ausdrücklich, dass er die Bestimmungen der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 und des vorliegenden Erlasses einhält und dass sein Antrag ausschließlich auf Gründe im Zusammenhang mit der COVID-19-Krise gestützt ist. Diese Bestätigung schließt eine Überprüfung durch die Agentur nicht aus.

Darüber hinaus verpflichtet sich der Antragsteller in diesem Formular, alle folgenden Belege für einen Zeitraum von zehn Jahren ab dem Datum der Auszahlung des Zuschusses durch die Agentur aufzubewahren, es sei denn, dieser Zeitraum wird gemäß den gesetzlichen Bestimmungen über die Verjährungsfristen verlängert:

1° detaillierte Rechnungen über die erstattungsfähigen Kosten der Initiative des Antragstellers, für die er einen Antrag einreicht;

2° Kontoauszüge oder Kreditkartenabrechnungen, aus denen die Identität des Antragstellers eindeutig hervorgeht;

3° jedes von einem Dritten ausgestellte Dokument, das die Annullierung der Reise, des Aufenthalts oder der Veranstaltung im Ausland bescheinigt und in dem ausdrücklich erwähnt wird, dass keine Rückerstattung oder Entschädigung an den Antragsteller erfolgt ist;

4° jedes andere Dokument, das für die Kontrolle der Gewährungsbedingungen zweckdienlich ist.

Der Antrag auf eine Bezuschussung als Entschädigung wird gemäß den in den Artikeln 51 und 52 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 festgelegten Verfahren geprüft und bearbeitet.

Art. 9 - Das Recht, einen Zuschuss als Entschädigung im Sinne von Kapitel 2 zu erhalten, wird dem Antragsteller nur eingeräumt, wenn die beiden folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° der Bezuschussungsantrag wird vom Minister angenommen;

2° der Generalverwalter der Agentur hat dem Antragsteller für die beantragte Bezuschussung eine Endabrechnung übermittelt.

Art. 10 - In Abweichung von Artikel 55 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 reicht der Antragsteller keinen Zahlungsantrag ein. Sind die Voraussetzungen des Artikels 9 erfüllt, so zahlt die Agentur den Zuschuss als Entschädigung an den Antragsteller auf der Grundlage seiner in dem in Artikel 8 genannten Formular enthaltenen Forderungsanmeldung aus.

KAPITEL III — Zeitlich befristete Bestimmungen, die von den im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 festgelegten Bedingungen für die Gewährung von Zuschüssen abweichen

Abschnitt 1 — Bestimmungen über die Unterstützung für die Teilnahme an Messen und Ausstellungen im Ausland

Unterabschnitt 1 — Im Falle der Vertagung einer Messe oder Ausstellung anwendbare Bestimmungen

Art. 11 - Der Zuschuss, der dem Antragsteller vom Minister im Rahmen der Unterstützung für die Teilnahme an Messen und Ausstellungen im Ausland auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 gewährt wurde, wird trotz der Vertagung der bezuschussten Veranstaltung aufrechterhalten, sofern das Datum aus Gründen im Zusammenhang mit der COVID-19-Krise geändert wurde.

Alle anderen vom Minister festgelegten Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses bleiben weiterhin anwendbar.

Art. 12 - Antragsteller, die aus zwingenden und legitimen beruflichen Gründen nachweisen, dass sie nicht in der Lage sind, an der vertagten Veranstaltung teilzunehmen, können einen Zuschuss als Entschädigung gemäß den Bestimmungen der Artikel 13 bis 18 beantragen, die im Falle der Absage der Teilnahme an einer Messe oder Ausstellung gelten.

Auf der Grundlage der vom Antragsteller vorgelegten Informationen prüft die Agentur, ob die vom Antragsteller angeführten Gründe zwingende und berechtigte berufliche Gründe darstellen, und teilt ihm ihre Entscheidung mit.

Unterabschnitt 2 — Im Falle der Absage der Teilnahme des Antragstellers an einer Messe oder Ausstellung anwendbare Bestimmungen

Art. 13 - In Abweichung von Artikel 29 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 hat ein Antragsteller, der gezwungen war, seine Teilnahme an einer Messe oder Ausstellung im Ausland wegen der Absage dieser Veranstaltung aus Gründen im Zusammenhang mit der COVID-19-Krise abzusagen, Anspruch auf einen Zuschuss als Entschädigung in Höhe von fünfundzwanzig Prozent der im Rahmen seiner Teilnahme entstandenen erstattungsfähigen Kosten.

Art. 14 - Der in Artikel 13 genannte Zuschuss als Entschädigung wird unter der Bedingung gewährt, dass der Antragsteller bescheinigt, dass diese Kosten tatsächlich getätigt wurden, dass sie nicht in irgendeiner Form wieder erstattet wurden und dass sie nicht durch andere Beihilfen einer anderen Einrichtung, Institution oder öffentlichen Behörde gedeckt werden.

Art. 15 - § 1. Die in Artikel 13 genannten erstattungsfähigen Kosten sind die vom Organisator der Veranstaltung in Rechnung gestellten Kosten für die Miete und Ausstattung eines mindestens sechs Quadratmeter großen Stands für die Teilnahme des Antragstellers an der abgesagten Messe oder Ausstellung.

Die Höhe des in diesem Abschnitt genannten Zuschusses als Entschädigung ist auf einen Höchstbetrag von 100 EUR pro Quadratmeter gemieteter Fläche und auf 50 Quadratmeter für die gemietete Fläche begrenzt.

§ 2. Der in Paragraph 1 Absatz 2 genannte Höchstbetrag von 100 EUR pro Quadratmeter ist nicht anwendbar, wenn es sich bei dem Antragsteller um ein kleines oder mittleres Unternehmen handelt, das sich zum ersten Mal für die abgesagte Messe oder Ausstellung angemeldet hat. Eine solche wegen einer Absage nicht erfolgte Teilnahme gilt nicht als die erste Teilnahme des Antragstellers an dieser Messe oder Ausstellung. Eine kostenpflichtige Anmeldung für eine Veranstaltung, an der das kleine oder mittlere Unternehmen bereits teilgenommen hat, aber für eine Ausgabe dieser Veranstaltung, die in einer anderen Stadt, einer anderen Region oder einem anderen Land stattfindet, gilt als erste Teilnahme.

In diesem Fall umfassen die erstattungsfähigen Kosten :

1° die Kosten für Standmiete und Standmontage, die vom Organisator der Veranstaltung oder von einem externen Messebauer in Rechnung gestellt werden;

2° die Kosten für die Standdekoration im Verhältnis zur vom Antragsteller gemieteten Fläche, einschließlich der Kosten für die Anmietung von Ausrüstung und der Kosten für die Anmietung von Mobiliar und Dekorationselementen;

3° die vom Veranstalter in Rechnung gestellten Kosten des Medienpakets;

4° die Anmeldegebühr für die gewählte Veranstaltung, ohne Rabatt und Gutscheine.

Die Kosten für Dienstleistungen, die der Antragsteller intern erbringt, sind keine erstattungsfähigen Ausgaben.

Erfüllt der Antragsteller die Bedingungen von Absatz 1, so umfasst der Zuschuss als Entschädigung auch eine zusätzliche Pauschalvergütung zur Deckung eines Teils der Reise- und Aufenthaltskosten, die der Antragsteller im Zusammenhang mit seiner Teilnahme an der abgesagten Messe oder Ausstellung gezahlt hat, sofern der Antragsteller bescheinigt, dass diese Kosten tatsächlich getätigt wurden, dass sie nicht in irgendeiner Form wieder erstattet wurden und dass sie nicht durch andere Beihilfen einer anderen Einrichtung, Institution oder öffentlichen Behörde gedeckt werden.

Der Betrag der Pauschalentschädigung wird je nach dem betreffenden geographischen Gebiet festgelegt und ist im Anhang aufgeführt.

Art. 16 - In Abweichung von Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 kann das Projekt des Antragstellers, für das er den in dem vorliegenden Unterabschnitt genannten Zuschuss als Entschädigung beantragt, umgesetzt worden sein, bevor er seinen Antrag bei der Agentur einreicht.

Art. 17 - Der Betrag des auf der Grundlage des vorliegenden Unterabschnitts gewährten Zuschusses als Entschädigung wird bei der Berechnung der in Artikel 24 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 genannten Höchstbeträge nicht berücksichtigt.

Unterabschnitt 3 — Bestimmungen für Messen und Ausstellungen im Ausland, die in "virtuell" organisierte Veranstaltungen umgewandelt werden

Art. 18 - In Abweichung von Artikel 27 Absatz 1 zweiter Satz des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 wird dem Antragsteller für die Teilnahme an Messen und Ausstellungen im Ausland, die aus Gründen im Zusammenhang mit der COVID-19-Krise abgesagt und in virtueller Form organisiert werden und keine Reisen außerhalb Belgiens voraussetzen, ein Zuschuss als Entschädigung gewährt.

Art. 19 - Der in Artikel 19 genannte Zuschuss als Entschädigung deckt 50 % der erstattungsfähigen Kosten, die der Antragsteller im Zusammenhang mit der Teilnahme an der in virtueller Form organisierten Messe oder Ausstellung bezahlt.

Die erstattungsfähigen Kosten, auf die im ersten Absatz Bezug genommen wird, sind:

1° die Anmeldegebühr für die Messe oder Ausstellung;

2° die Kosten für die Gestaltung digitaler Broschüren für die Teilnahme an der Messe oder Ausstellung, mit Ausnahme der vom Antragsteller intern erbrachten Dienstleistungen.

Art. 20 - Die Höhe des auf der Grundlage dieses Unterabschnitts gewährten Zuschusses wird bei der Berechnung des in Artikel 24 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 genannten Höchstbetrags nicht berücksichtigt.

Art. 21 - Der in Artikel 19 genannte Zuschuss darf nicht mit dem in Unterabschnitt 2 genannten Zuschuss als Entschädigung für abgesagte Messen und Ausstellungen im Ausland kumuliert werden.

Art. 22 - Die Teilnahme an einer in "virtueller" Form organisierten Messe oder Ausstellung gilt nicht als erste Teilnahme an einer Veranstaltung im Sinne von Artikel 26 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015.

Abschnitt 2 — Bestimmungen über die Unterstützung der Mobilität

Art. 23 - In Abweichung von Artikel 33 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 wird einem Antragsteller, der aus Gründen im Zusammenhang mit der Krise des COVID-19 gezwungen war, seine Markterkundungsreise außerhalb der Europäischen Union oder die Einladung in der Wallonischen Region von außerhalb der Europäischen Union niedergelassenen bewährten oder potentiellen Partnern abzusagen, ein Zuschuss als Entschädigung gewährt.

Art. 24 - In Abweichung von Artikel 30 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 wird der in Artikel 19 genannte Zuschuss als Entschädigung in Form einer Pauschalentschädigung gewährt, um einen Teil der Reise- und Aufenthaltskosten zu decken, die der Antragsteller im Zusammenhang mit der abgesagten Reise oder Einladung gezahlt hat, sofern der Antragsteller bescheinigt, dass diese Kosten tatsächlich getätigt wurden, dass sie nicht in irgendeiner Form wieder erstattet wurden und dass sie nicht durch andere Beihilfen einer anderen Einrichtung, Institution oder öffentlichen Behörde gedeckt werden.

Der Betrag der Pauschalentschädigung wird je nach dem betreffenden geographischen Gebiet festgelegt und ist im Anhang aufgeführt.

In Abweichung von Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 kann der Antragsteller ein Trader im Sinne von Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 10 desselben Erlasses sein. In diesem Fall beträgt der in Artikel 24 genannte Zuschuss als Entschädigung fünfzig Prozent des Betrags der Pauschalentschädigung.

Art. 25 - Der in Artikel 24 erwähnte Zuschuss als Entschädigung wird bei der Berechnung der in den Artikeln 31 und 32 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 genannten Höchstbeträge nicht berücksichtigt.

Abschnitt 3 — Bestimmungen über die Unterstützung für eine Handelsvertretung

Art. 26 - In Abweichung von Artikel 37 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 kann der Zeitraum der Belegung und des Betriebs des Büros von mindestens zwölf aufeinander folgenden Monaten für den Zeitraum ausgesetzt werden, in dem der Antragsteller aus Gründen, die mit der COVID-19-Krise zusammenhängen, nicht in der Lage war, das Büro zu betreiben;

Der Antragsteller verfügt jedoch über eine maximale Frist von vierundzwanzig Monaten ab der Eröffnung des Büros, um nachzuweisen, dass das Büro tatsächlich seit mindestens zwölf Monaten in Betrieb ist.

Art. 27 - Der Zeitraum, in dem das Büro aus der Ferne betrieben wird, wird bei der Berechnung der in Artikel 27 genannten Frist von zwölf Monaten berücksichtigt, wenn während der gesamten Dauer der Nutzung aus der Ferne die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die mit dem Betrieb des Büros verbundenen Kosten, einschließlich Versicherungskosten und Kosten für die Anmietung von Ausrüstung, sowie die mit der Öffnung oder dem Betrieb des Büros verbundenen Personalkosten wurden tatsächlich vom Antragsteller getragen;

2° der Antragsteller ist in der Lage, nachzuweisen, dass das Büro tatsächlich und effektiv betrieben wird.

Art. 28 - In Abweichung von Artikel 58 Absatz 1 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 kann die Agentur einen zusätzlichen Vorschuss in Höhe von fünfundzwanzig Prozent auf die Zuschüsse für eine Handelsvertretung im Sinne der Artikel 34 bis 40 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 gewähren, sofern die Vertretung für eine Dauer von mindestens neun Monaten geöffnet ist.

Der Antragsteller, der diesen zusätzlichen Vorschuss beantragt, muss seinen Antrag gemäß den Bestimmungen von Artikel 58 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 einreichen.

KAPITEL IV — Zeitlich befristete Bestimmungen, die von den durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 festgelegten Kontroll- und Erstattungsverfahren abweichen

Art. 29 - In Abweichung von Artikel 64 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015:

1° wird die Frist, innerhalb derer die Agentur überprüfen kann, ob der Antragsteller die Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse, die er im Rahmen des Erlasses vom 29. Oktober 2015 oder des vorliegenden Erlasses erhalten hat, erfüllt, vom 18. März 2020 bis zum 31. August 2020 ausgesetzt;

2° sind die Belege, die durch die Agentur von dem Antragsteller im Rahmen der Prüfung der Bedingungen für die Gewährung eines Zuschusses als Entschädigung, der auf der Grundlage dieses Erlasses gewährt wird, angefordert werden können, die in Artikel 8 Absatz 3 des vorliegenden Erlasses genannten Unterlagen.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 1 beginnt die Frist am 1. September 2020 erneut zu laufen.

KAPITEL V — Schlussbestimmungen

Art. 30 - Der vorliegende Erlass wird Tag seiner Verabschiedung wirksam und verliert seine Wirkung am 31. Dezember 2020.

In Abweichung von Absatz 1 tritt Artikel 30 Absatz 1 Ziffer 1 am 18. März 2020 in Kraft.

Art. 31 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. September 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Anhang

Betrag der Pauschalentschädigung gemäß Artikel 15 und 25

Zone	Land	Betrag der Pauschalentschädigung (in Euro)
Europäische Union	Deutschland, Frankreich, Italien, Niederlande, Luxemburg, Dänemark, Irland, Vereinigtes Königreich, Griechenland, Spanien, Portugal, Österreich, Finnland, Schweden, Lettland, Litauen, Estland, Polen, Tschechische Republik, Slowakei, Ungarn, Slowenien, Zypern, Malta, Rumänien, Bulgarien, Kroatien, Andorra, San Marino, Vatikanstadt, Monaco, Liechtenstein, Grönland, Azoren, Madeira, Kanarische Inseln, Martinique, Guadeloupe, Französisch-Guayana, Réunion, Mayotte, Sint Maarten.	275 EUR
Europa außer EU (außer Schweiz)	Türkei, Norwegen, Island	400 EUR
Schweiz	Schweiz	325 EUR
Osteuropa außerhalb der EU	Albanien, Belarus, Bosnien und Herzegowina, Kosovo, Nordmakedonien, Moldawien, Montenegro, Russland, Serbien, Ukraine	325 EUR
Nordafrika	Algerien, Ägypten, Libyen, Tunesien, Marokko	300 EUR
Zentral- und Südafrika	Südafrika, Angola, Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Kamerun, Kap Verde, Zentralafrikanische Republik, Komoren, Kongo (Brazzaville), Kongo (DR), Elfenbeinküste, Dschibuti, Eritrea, Äthiopien, Gabun, Gambia, Ghana, Guinea, Äquatorialguinea, Guinea-Bissau, Kenia, Lesotho, Liberia, Madagaskar, Malawi, Mali, Mauritius, Mauretanien, Mosambik, Namibia, Niger, Nigeria, Uganda, Ruanda, São Tomé und Príncipe, Westsahara, Senegal, Seychellen, Sierra Leone, Somalia, Sudan, Südsudan, Swasiland, Tansania, Tschad, Togo, Sambia, Simbabwe.	475 EUR
Nordamerika	Kanada, USA, Mexiko	450 EUR
Zentral- und Südamerika	Antigua und Barbuda, Bahamas, Barbados, Belize, Costa Rica, Kuba, Dominica, Grenada, Guatemala, Haiti, Honduras, Jamaika, Nicaragua, Panama, Dominikanische Republik, Puerto Rico, St. Kitts und Nevis, St. Lucia, St. Vincent und die Grenadinen, El Salvador, Trinidad und Tobago, Argentinien, Bolivien, Brasilien, Chile, Kolumbien, Ecuador, Guyana, Paraguay, Peru, Surinam, Uruguay, Venezuela.	425 EUR
Naher Osten	Israel, Jordanien, Libanon, Syrien, Palästinensische Gebiete	450 EUR
Mittlerer Osten	Saudi-Arabien, Armenien, Aserbaidschan, Bahrain, Vereinigte Arabische Emirate, Georgien, Irak, Iran, Kuwait, Oman, Katar, Jemen.	475 EUR

Ferner Osten	Afghanistan, Bangladesch, Bhutan, Brunei, Kambodscha, China, Nordkorea, Südkorea, Indien, Indonesien, Japan, Kasachstan, Kirgisistan, Laos, Malaysia, Malediven, Mongolei, Myanmar/Birma, Usbekistan, Pakistan, Philippinen, Singapur, Sri Lanka, Tadschikistan, Taiwan, Thailand, Timor-Leste, Turkmenistan, Vietnam.	575 EUR
Ozeanien	Australien, Föderierte Staaten von Mikronesien, Fidschi, Hawaii, Cook-Inseln, Marshall-Inseln, Kiribati, Nauru, Niue, Neukaledonien, Neuseeland, Palau, Papua-Neuguinea, Französisch-Polynesien, Salomon-Inseln, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu.	725 EUR

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. September 2020 zur Einführung zeitlich befristeter Maßnahmen, die im Zusammenhang mit der COVID-19-Krise von dem Erlass der Wallonischen Regierung 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen abweichen, beigefügt zu werden.

Namur, den 10. September 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/43034]

10 SEPTEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering houdende tijdelijke maatregelen ter afwijking, in het kader van de COVID-19-crisis, van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investeringsen), artikel 2, eerste lid, 2°, en lid 2, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers", gegeven op 30 april 2020;

Gelet op het verslag van 29 juni 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 juni 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 09 juli 2020;

Gelet op advies nr. 67.765/2/V van de Raad van State, gegeven op 24 augustus 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de COVID-19-pandemie de wereldeconomie een ernstige schok heeft bezorgd en dat de ondernemingen heden wereldwijd geconfronteerd worden met een uiterste moeilijke economische context met een aanzienlijke weerslag op de tewerkstellingsmogelijkheden;

Overwegende dat de nieuwe ramingen, vanuit een geografisch oogpunt, hoewel de conjunctuur er voor alle grote regionale spelers erop achteruit is gegaan, erop wijzen dat de strengste daling plaatsvindt op beide Amerikaanse subcontinenten, in Europa en Centraal-Azië;

Overwegende dat de Waalse exporterende ondernemingen de COVID-19-pandemie in alle hevigheid ondergaan: sluiting van de grenzen, uitvoerverbod voor sommige producten, een dalende vraag op de buitenlandse markten, een beperkte productie... en dat ze hun omzet drastisch zien dalen en hun liquiditeiten zien slinken;

Overwegende dat een aangepaste respons noodzakelijk is om de Waalse uitvoerende ondernemingen te bereiken en te ondersteunen met financiële steunmaatregelen die, om efficiënt te zijn, snel en soepel moeten zijn;

Overwegende dat het "Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers" de Waalse ondernemingen steun voor internationalisering toekent krachtens het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van ondernemingen;

Overwegende dat het nodig is deze steun voor internationalisering aan te passen met tijdelijke afwijkingsmaatregelen om de Waalse ondernemingen te ondersteunen die internationaal actief zijn en schade ondervinden in verband met de COVID-19-pandemie;

Overwegende dat deze ondersteunende maatregelen ertoe strekken:

- de Waalse ondernemingen te vergoeden voor de kosten die ze met verloren middelen gemaakt zouden hebben voor projecten van beroepsreizen naar het buitenland of van deelnames aan wegens de COVID-19-pandemie afgelaste of uitgestelde professionele beurzen;

- tussenbeide te komen in de kosten gemaakt voor een deelname aan een “fysieke” beurs die tot “virtuele” beurs is omgevormd als de aanvrager voldoet aan alle andere voorwaarden eigen aan de Ondersteuning “Deelname beurzen buitenland”;
- de vereiste van de werking van twaalf opeenvolgende maanden van de gedeeltelijk door AWEX gefinancierde kantoren voor commerciële vertegenwoordiging in het buitenland op te schorten, gelet op de onmogelijkheid om deze in sommige gevallen te vervullen wegens sluiting van de grenzen of lockdown;
- om meer flexibiliteit aan de dag te leggen binnen de termijn voorzien voor de controle a posteriori van de toelagen, vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van ondernemingen, om de administratieve lasten te verlichten en hun de kans te gebieden om zich volledig toe te leggen op hun “core business” en de herlancering van hun activiteiten; Overwegende dat het niet eenvoudig is om de datum te voorzien waarop het luchtverkeer zal hervatten en de buitenlandse markten opnieuw open zullen gaan, hoewel menigeen ervan uitgaat dat voor 2021, zelfs 2022 een terugkeer naar de normale toestand niet overwogen kan worden;

Overwegende dat het grillig karakter van de COVID-19-pandemie nog sterker aangevoeld wordt door de Waalse ondernemingen met internationale activiteiten en dat dit het behoud van de ondersteuningsmaatregelen verantwoordt tot 31 december 2020, onverminderd de verlenging ervan in functie van de evolutie van de toestand op internationaal vlak;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van de ondernemingen;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Buitenlandse Handel,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015: het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van de ondernemingen;

2° de Minister: de Minister bevoegd voor Buitenlandse Handel;

3° het Agentschap: het Waals Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investerings;

4° de aanvrager: de onderneming die bedoeld is in artikel 1, 1° tot 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 en die voldoet aan de voorwaarden van de artikelen 3, 7 en 10 van hetzelfde besluit;

5° het initiatief van de aanvrager: de actie ter uitvoering van het project op internationaal vlak van de aanvrager zoals bedoeld in artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 en die voldoet aan de voorwaarden om in aanmerking te komen voor toelagen die onder hetzelfde besluit vallen;

6° de toelage als vergoeding: de als gevolg van de COVID-19-pandemie geannuleerde financiële hulp toegekend aan de aanvrager die in aanmerking komende kosten voor een initiatief van de aanvrager op internationaal vlak heeft betaald zonder te kunnen terugvorderen;

7° Verordening (EU) nr. 1407/2013: Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun.

Art. 2. De in dit besluit vastgestelde afwijkende maatregelen zijn alleen van toepassing op de initiatieven van de aanvrager die worden beïnvloed door de gevolgen van de COVID-19-crisis.

Art. 3. Alle bepalingen en voorwaarden van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 waarvan dit besluit niet uitdrukkelijk afwijkt, zijn van toepassing op de in het kader van dit besluit ingediende aanvragen en verleende steun.

Art. 4. De steun toegekend krachtens dit besluit is de-minimissteun in de zin van Verordening (EU) nr. 1407/2013.

Art. 5. De in dit besluit bedoelde steun wordt toegekend aan de aanvrager met een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van de Ondernemingen, onverminderd de naleving door de aanvrager van de in Verordening (EU) nr. 1407/2013 vastgestelde subsidieplafonds en periodes per onderneming.

HOOFDSTUK II. — *Indiening van de aanvraag, toekenning en betaling van de toelage als vergoeding*

Art. 6. Het Agentschap gaat na of de aanvrager aan de voorwaarden van de artikelen 3, 7 en 10 van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 voldoet alvorens zijn aanvraag te onderzoeken.

Art. 7. In afwijking van artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 kan het initiatief van de aanvrager zijn uitgevoerd vóór de indiening van zijn aanvraag bij het Agentschap.

Art. 8. In afwijking van artikel 50 van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 dient de aanvrager zijn aanvraag voor een toelage als vergoeding per zending in, waarbij hij het Agentschap een ondertekend origineel van het aanvraagformulier voor een tussenkomst dat specifiek is voor de COVID-19-crisis en dat beschikbaar is op de website van het Agentschap toestuurt.

In dat formulier bevestigt de aanvrager uitdrukkelijk dat hij voldoet aan Verordening (EU) nr. 1407/2013 en aan dit besluit en dat zijn aanvraag uitsluitend is gebaseerd op gronden die verband houden met de COVID-19-crisis. Deze bevestiging sluit verificatie door het Agentschap niet uit.

Bovendien verbindt de aanvrager er zich in dit formulier toe om alle volgende bewijsstukken, tijdens een periode van tien jaar te behouden te rekenen van de datum van storting van de toelage door het Agentschap, behalve verlenging van de termijn overeenkomstig de wettelijke bepalingen inzake verjaring:

1° de gedetailleerde facturen betreffende de in aanmerking komende kosten van het initiatief van de aanvrager waarvoor hij zijn aanvraag indient;

2° de rekeningsuittreksels of aftrekken van de kredietkaarten waarin de identiteit van de opdrachtgever duidelijk wordt vermeld en;

3° elk document dat door een derde partij wordt afgegeven om de annulering van de reis, het verblijf of het evenement in het buitenland te staven en waarin uitdrukkelijk wordt vermeld dat er geen terugbetaling of compensatie aan de aanvrager plaatsvindt.

4° elk ander document dat nuttig is voor de controle van de toekenningsvoorwaarden.

De aanvraag voor een toelage als vergoeding wordt onderzocht en behandeld volgens de procedures van de artikelen 51 en 52 van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015.

Art. 9. Het recht om een in hoofdstuk 2 bedoelde toelage als vergoeding te ontvangen wordt slechts aan de aanvrager toegekend indien de twee volgende voorwaarden worden vervuld:

1° de aanvraag voor een toelage wordt door de Minister goedgekeurd;

2° de administrateur-generaal van het Agentschap heeft een afrekeningsbrief voor de aangevraagde toelage aan de aanvrager gericht.

Art. 10. In afwijking van artikel 55, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 dient de aanvrager geen stortingsaanvraag in. Wanneer de voorwaarden van artikel 9 niet worden vervuld, betaalt het Agentschap de toelage als vergoeding aan de aanvrager op basis van zijn schuldvorderingsverklaring opgenomen in het in artikel 8 bedoelde formulier.

HOOFDSTUK III. — *Tijdelijke bepalingen ter afwijking van de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen zoals vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015*

Afdeling 1. — Voorwaarden eigen aan de deelname aan beurzen en salons in het buitenland

Onderafdeling 1. — Bepalingen van toepassing in geval van uitstel van een beurs of een salon

Art. 11. De toelage die de Minister toekent aan de aanvrager in het kader van het steunen van de deelname aan beurzen en salons in het buitenland op basis van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 wordt gehandhaafd ondanks het uitstel van het gesubsidieerde evenement, op voorwaarde dat de wijziging van de datum plaatsvindt om redenen die verband houden met de COVID-19-crisis.

Alle andere voorwaarden betreffende de toekenning van de toelage die door de Minister worden vastgesteld, blijven van toepassing.

Art. 12. De aanvrager die om dwingende en legitieme beroepsredenen aantoont dat hij niet aan het uitgestelde evenement kan deelnemen, kan een toelage aanvragen als vergoeding zoals voorzien in de bepalingen van de artikelen 13 tot 18 die van toepassing zijn in geval van annulering van deelname aan een beurs of een salon.

Op basis van de door de aanvrager verstrekte informatie onderzoekt het Agentschap of de door de aanvrager aangevoerde redenen dwingende en legitieme beroepsredenen vormen en stelt het de aanvrager in kennis van zijn beslissing.

Onderafdeling 2. — Bepalingen die van toepassing zijn in geval van annulering van de deelname van de aanvrager aan een beurs of een salon

Art. 13. In afwijking van artikel 29, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 heeft de aanvrager die zijn deelname aan een beurs of een salon in het buitenland heeft moeten annuleren wegens de annulering van dat evenement om redenen die verband houden met de COVID-19-crisis, recht op een toelage als vergoeding ter dekking van vijftienvijftig procent van de in aanmerking komende kosten die in het kader van zijn deelname zijn gemaakt.

Art. 14. De in artikel 13 bedoelde toelage als vergoeding wordt toegekend op voorwaarde dat de aanvrager verklaart dat deze kosten daadwerkelijk zijn gemaakt, dat zij niet zijn teruggevorderd in welke vorm dan ook en dat zij niet worden gedekt door enige andere steun van enig ander orgaan, instelling of overheidsinstantie.

Art. 15. § 1. De in artikel 13 bedoelde in aanmerking komende kosten zijn de kosten voor de huur en de inrichting van een stand van ten minste zes vierkante meter, gefactureerd door de organisator van het evenement, voor de deelname van de aanvrager aan de geannuleerde beurs of salon.

Het bedrag van de in deze afdeling bedoelde toelage als vergoeding wordt beperkt tot een maximumbedrag van 100 EUR per gehuurde vierkante meter en tot 50 vierkante meter met betrekking tot de gehuurde oppervlakte.

§ 2. Het in paragraaf 1, tweede lid, bedoelde maximumbedrag van 100 EUR per vierkante meter is niet van toepassing wanneer de aanvrager een kleine of middelgrote onderneming is die zich voor het eerst op de geannuleerde beurs of salon heeft ingeschreven. Deze geannuleerde deelname wordt niet beschouwd als de eerste deelname van de aanvrager aan die beurs of salon. Een betalende deelname aan een evenement waaraan de K.M.O. reeds deelgenomen heeft maar voor een editie die in een andere stad, een andere regio of een ander land plaatsvindt, wordt met een eerste deelname gelijkgesteld.

In dit geval omvatten de in aanmerking komende kosten:

1° de kosten voor de huur of de inrichting van de stand gefactureerd door de organisator van het evenement of door een externe vakman bevoegd voor de inrichting van stands;

2° de kosten voor de versiering van de stand in verhouding tot de door de aanvrager gehuurde oppervlakte, met inbegrip van de kosten voor het huren van materiaal en de kosten voor het huren van meubilair en decoratieve elementen;

3° de door de organisator van het evenement gefactureerde mediapakketkosten;

4° het inschrijvingsrecht voor het gekozen evenement, exclusief korting en vouchers.

De kosten van de door de aanvrager intern verrichte prestaties zijn geen in aanmerking komende kosten.

Wanneer de aanvrager aan de voorwaarden van lid 1 voldoet, omvat de toelage als vergoeding bovendien een aanvullende forfaitaire vergoeding ter dekking van een deel van de reis- en verblijfkosten die de aanvrager in verband met zijn deelname aan de geannuleerde beurs of salon heeft gemaakt, op voorwaarde dat de aanvrager verklaart dat deze kosten daadwerkelijk zijn gemaakt, dat zij in geen enkele vorm konden worden teruggevorderd en dat zij niet worden gedekt door andere steun van een ander orgaan, een andere instelling of een andere overheidsinstantie.

Het bedrag van de forfaitaire vergoeding wordt vastgesteld naar gelang van het betrokken geografische gebied en wordt in de bijlage vermeld.

Art. 16. In afwijking van artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 kan het project van de aanvrager waarvoor hij de in deze onderafdeling bedoelde toelage als vergoeding aanvraagt, zijn uitgevoerd vóór de indiening van de aanvraag bij het Agentschap.

Art. 17. Het bedrag van de toelage als vergoeding die op basis van deze onderafdeling wordt toegekend, wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van de maxima bedoeld in artikel 24, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015.

Onderafdeling 3 — Bepalingen die van toepassing zijn op beurzen en salons in het buitenland omgevormd tot evenementen die in een "virtuele" vorm worden georganiseerd

Art. 18. In afwijking van artikel 27, eerste lid, tweede zin van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 wordt aan de aanvrager een toelage als vergoeding toegekend voor de deelname aan beurzen en salons in het buitenland die om redenen die verband houden met de COVID-19-crisis zijn geannuleerd en die in virtuele vorm worden georganiseerd, waarbij geen sprake is van reizen buiten België.

Art. 19. De in artikel 19 bedoelde toelage als vergoeding dekt vijftig procent van de in aanmerking komende kosten die de aanvrager in verband met zijn deelname aan de virtueel georganiseerde beurs of salon heeft gemaakt.

De in het eerste lid bedoelde in aanmerking komende kosten zijn de volgende:

1° het inschrijvingsgeld voor de beurs of salon;

2° de kosten voor het ontwerpen van digitale brochures voor deelname aan de beurs of salon, met uitzondering van de prestaties die intern door de aanvrager worden verricht.

Art. 20. Het bedrag van de toelage toegekend op basis van deze onderafdeling wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van het plafond bedoeld in artikel 24, lid 3, van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015.

Art. 21. De in artikel 19 bedoelde toelage is niet cumuleerbaar met de in onderafdeling 2 bedoelde toelage als vergoeding betreffende de geannuleerde beurzen en salons in het buitenland.

Art. 22. De deelname aan een beurs of salon die in een "virtuele" vorm wordt georganiseerd, wordt niet beschouwd als een eerste deelname aan een evenement in de zin van artikel 26, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015.

Afdeling 2. — Bepalingen met betrekking tot de ondersteuning van de mobiliteit

Art. 23. In afwijking van artikel 33, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 wordt een toelage als vergoeding toegekend aan een aanvrager die, om redenen in verband met de COVID-19-crisis, zijn prospectiereis buiten de Europese Unie of de uitnodiging in het Waalse Gewest van erkende of potentiële partners die buiten de Europese Unie zijn gevestigd, heeft moeten annuleren.

Art. 24. In afwijking van artikel 30 van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 wordt de in artikel 19 bedoelde toelage als vergoeding toegekend in de vorm van een forfaitaire vergoeding ter dekking van een deel van de reis- en verblijfkosten die de aanvrager in verband met de geannuleerde reis of uitnodiging heeft gemaakt, op voorwaarde dat de aanvrager verklaart dat deze kosten daadwerkelijk zijn gemaakt, dat zij in geen enkele vorm konden worden teruggevorderd en dat zij niet worden gedekt door enige andere steun van enig ander orgaan, instelling of overheidsinstantie.

Het bedrag van de forfaitaire vergoeding wordt bepaald naar gelang van het betrokken geografische gebied en wordt in bijlage vermeld.

In afwijking van artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 mag de aanvrager een trader zijn, zoals bedoeld in artikel 1, eerste lid, 10°, van hetzelfde besluit. In dat geval bedraagt de in artikel 24 bedoelde toelage als vergoeding vijftig procent van het bedrag van de forfaitaire vergoeding.

Art. 25. De in artikel 24 bedoelde toelage als vergoeding wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van de plafonds bedoeld in artikelen 31 en 32 van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015.

Afdeling 3. — Bepalingen met betrekking tot de ondersteuning van het bureau voor handelsvertegenwoordiging

Art. 26. In afwijking van artikel 37, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 kan de periode van bezetting en exploitatie van het bureau gedurende ten minste twaalf opeenvolgende maanden worden opgeschort tijdens de periode waarin de aanvrager zijn bureau om redenen in verband met de COVID-19-crisis niet heeft kunnen gebruiken.

De aanvrager beschikt echter over een termijn van ten hoogste 24 maanden vanaf de opening van het bureau om aan te tonen dat het bureau daadwerkelijk gedurende ten minste twaalf maanden gebruikt is.

Art. 27. De periode waarin het bureau op afstand wordt gebruikt, wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de in artikel 27 bedoelde periode van twaalf maanden, indien er gedurende de gehele duur van die periode van bezetting op afstand aan de volgende voorwaarden wordt voldaan:

1° de kosten in verband met de werking van het bureau, met inbegrip van de verzekeringskosten en de kosten voor het huren van uitrusting, alsook de personeelskosten in verband met de opening of de werking van het bureau, zijn daadwerkelijk door de aanvrager gedragen;

2° de aanvrager kan aantonen dat het bureau daadwerkelijk gebruikt werd.

Art. 28. In afwijking van artikel 58, lid 1, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 kan het Agentschap een bijkomend voorschot van vijftieng procent toekennen op de toelagen voor een bureau voor handelsvertegenwoordiging als bedoeld in de artikelen 34 tot 40 van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015, op voorwaarde dat het bureau ten minste negen maanden open gebleven is.

De aanvrager die dit bijkomende voorschot aanvraagt, dient zijn aanvraag overeenkomstig de bepalingen van artikel 58, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 in.

HOOFDSTUK IV. — Tijdelijke bepalingen ter afwijking van de controle- en terugbetalingsmodaliteiten bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015

Art. 29. In afwijking van artikel 64, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015:

1° wordt de termijn waarbinnen het Agentschap kan nagaan of de aanvrager aan de voorwaarden voldoen heeft voor de toekenning van de toelagen die hij op grond van het besluit van 29 oktober 2015 of van dit besluit ontvangen heeft, van 18 maart 2020 tot 31 augustus 2020 opgeschort;

2° zijn de bewijsstukken die het Agentschap de aanvrager kan verzoeken in te dienen in het kader van de controle op de toekenningsvoorwaarden van een toelage als vergoeding toegekend op grond van dit besluit, de in artikel 8, lid 3, bedoelde documenten.

Met betrekking tot het eerste lid, 1°, begint de termijn opnieuw te lopen vanaf 1 september 2020.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 30. Dit besluit heeft uitwerking op de dag waarop het aangenomen wordt en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2020.

In afwijking van het eerste lid, heeft artikel 30, lid 1, 1°, uitwerking met ingang van 18 maart 2020.

Art. 31. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 september 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

Bijlage

Bedrag van de forfaitaire vergoeding bedoeld in de artikelen 15 en 25

Zone	Land	Bedrag van de forfaitaire vergoeding (euro)
Europese Unie	Duitsland, Frankrijk, Italië, Nederland, Luxemburg, Denemarken, Ierland, Verenigd Koninkrijk, Griekenland, Spanje, Portugal, Oostenrijk, Finland, Zweden, Letland, Litouwen, Estland, Polen, Tsjechische Republiek, Slowakije, Hongarije, Slovenië, Cyprus, Malta, Roemenië, Bulgarije, Kroatië, Andorra, San Marino, Vaticaan, Monaco, Liechtenstein, Groenland, Azoren, Madeira, Canarische Eilanden, Martinique, Guadeloupe, Frans Guyana, Réunion, Mayotte, Sint Maarten	275 EUR
Europa buiten de Europese Unie (Zwitserland uitgezonderd)	Turkije, Noorwegen, IJsland	400 EUR
Zwitserland	Zwitserland	325 EUR
Oost-Europa Buiten de Europese Unie	Albanië, Wit-Rusland, Bosnië en Herzegovina, Kosovo, Noord-Macedonië, Moldavië, Montenegro, Rusland, Servië en Oekraïne	325 EUR
Noord-Afrika	Algerije, Egypte, Libië, Tunesië, Marokko	300 EUR
Midden- en Zuid-Afrika	Zuid-Afrika, Angola, Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Kameroen, Kaapverdië, Centraal-Afrika, Comoren, Congo (Brazzaville), Congo (DRC), Ivoorkust, Djibouti, Eritrea, Ethiopië, Gabon, Gambia, Ghana, Guinee, Equatoriaal-Guinea, Guinee-Bissau, Kenia, Lesotho, Liberia, Madagaskar, Malawi, Mali, Mauritius, Mauritanië, Mozambique, Namibië, Niger, Nigeria, Uganda, Rwanda, Sao Tomé en Príncipe, Westelijke Sahara, Senegal, Seychellen, Sierra Leone, Somalië, Soedan, Zuid-Soedan, Swaziland, Tanzania, Tsjad, Togo, Zambia, Zimbabwe	475 EUR
Noord-Amerika	Canada, Verenigde Staten, Mexico	450 EUR

Midden- en Zuid-Amerika	Antigua en Barbuda, Bahama's, Barbados, Belize, Costa Rica, Cuba, Dominica, Grenada, Guatemala, Haïti, Honduras, Jamaica, Nicaragua, Panama, Porto Rico, Dominicaanse Republiek, Saint Kitts en Nevis, Saint Lucia, Saint Vincent en de Grenadines, El Salvador, Trinidad en Tobago, Argentinië, Bolivia, Brazilië, Chili, Colombia, Ecuador, Guyana, Paraguay, Peru, Suriname, Uruguay, Venezuela	425 EUR
Nabije Oosten	Israël, Jordanië, Libanon, Syrië, Palestijnse gebieden	450 EUR
Midden-Oosten	Saoedi-Arabië, Armenië, Azerbeidzjan, Bahrein, Verenigde Arabische Emiraten, Georgië, Irak, Iran, Koeweit, Oman, Qatar, Jemen	475 EUR
Verre Oosten	Afghanistan, Bangladesh, Bhutan, Brunei, Cambodja, China, Noord-Korea, Zuid-Korea, India, Indonesië, Japan, Kazachstan, Kirgizië, Laos, Maleisië, Malediven, Mongolie, Myanmar/Birma, Oezbekistan, Pakistan, Filipijnen, Singapore, Sri Lanka, Tadzikistan, Taiwan, Thailand, Oost-Timor, Turkmenistan, Vietnam	575 EUR
Oceanië	Australië, Micronesia, Fiji, Hawaï, Cookeilanden, Marshalleilanden, Kiribati, Nauru, Niue, Nieuw-Caledonië, Nieuw-Zeeland, Palau, Papoea-Nieuw-Guinea, Frans-Polynesië, Salomonseilanden, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	725 EUR

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2020 houdende tijdelijke maatregelen ter afwijking, in het kader van de COVID-19-crisis, van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van ondernemingen.

Namen, 10 september 2020.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2020/203648]

6 SEPTEMBER 2020. — Koninklijk besluit houdende benoeming van leden van de Hoge Raad voor Werkgelegenheid

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan, artikel 42;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 september 1996 betreffende de Hoge Raad voor Werkgelegenheid, artikel 5 gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 september 2000 en 10 november 2009;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 mei 2015 houdende benoeming van de leden van de Hoge Raad voor de Werkgelegenheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 2017 houdende ontslag, vervanging en benoeming van een lid van de Hoge Raad voor Werkgelegenheid;

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2020/203648]

6 SEPTEMBRE 2020. — Arrêté royal portant nomination de membres du Conseil supérieur de l'Emploi

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi, l'article 42;

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 1996 relatif au Conseil supérieur de l'Emploi, l'article 5 modifié par les arrêtés royaux des 3 septembre 2000 et 10 novembre 2009;

Vu l'arrêté royal du 29 mai 2015 portant nomination des membres du Conseil supérieur de l'Emploi;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 2017 portant démission, remplacement et nomination d'un membre du Conseil supérieur de l'Emploi;